



Crise de dette en Afrique, quelles voies de sortie ?

La pandémie a mis en évidence la fragilité de l'économie africaine, mais il existe une solution pour aider les pays vulnérables à surmonter le gouffre de la dette.

Alors que la COVID-19 fait rage dans le monde, les pays africains subissent de plein fouet les retombées économiques de la pandémie.

Le PIB du continent s'est contracté de 2,1 % en 2020, sa première récession depuis plus d'un demi-siècle, et il devrait croître de 3,4 % en 2021, soit un taux de croissance inférieur à celui qui a été atteint pendant la majeure partie de la dernière décennie.

«Le choc de la pandémie et la crise économique qui s'en est suivie ont eu des répercussions directes sur les équilibres budgétaires et le poids de la dette», indique la Banque africaine de développement (BAD) dans ses perspectives 2021. «Le ratio moyen dette/PIB de l'Afrique devrait grimper de 10 à 15 points de pourcentage à court et moyen terme.»

Les cas de COVID-19 dans la plupart des pays africains n'ont pas été aussi graves que dans d'autres parties du monde, mais ils ont révélé la fragilité du continent. Le manque d'infrastructures de soins de santé, les maigres réserves gouvernementales et la chute vertigineuse des prix des matières premières ont nui aux revenus et aux investissements étrangers.

En outre, plus de 85% du commerce africain se fait avec le reste du monde, qui a été bloqué pendant une grande partie de l'année dernière. Le secteur du tourisme du continent, qui était en plein essor avant la pandémie, a également été touché par la suspension des voyages aériens mondiaux pendant la majeure partie de l'année, selon la BAD.

En effet, la COVID-19 a stoppé l'impressionnante croissance de l'Afrique réalisée au cours des dernières décennies. Il faut espérer que cette situation ne soit qu'un revers temporaire pour un continent qui recèle de nombreuses promesses.

RISQUE CROISSANT DE PAUVRETÉ

La croissance du PIB africain a été supérieure à la moyenne mondiale pendant la majeure partie de la dernière décennie, tandis que le taux de pauvreté a baissé à 41 % (soit 400 millions de personnes) de la population, contre 54 % en 1990, puis à 23 % en 2030, selon les prévisions du Forum économique mondial publiées en février 2020.

Mais la BAD estime désormais qu'environ 39 millions d'Africains pourraient tomber dans l'extrême pauvreté cette année. Pas moins de 14 pays d'Afrique sont considérés comme présentant un risque élevé de surendettement, tandis que six sont déjà en situation de détresse. Seize autres pays présentent un risque modéré de surendettement, tandis que deux seulement sont considérés comme à faible risque. La Zambie a fait défaut sur sa dette en novembre dernier, ce qui a encore accentué ces préoccupations.

Il est inquiétant de constater que de nombreux pays risquent de voir leur note de crédit abaissée, ce qui pourrait les empêcher davantage d'accéder aux marchés internationaux des capitaux et détériorer leur stabilité financière, entraînant ainsi une «décennie perdue» pour le continent.

Il est fort probable que les États africains devront s'endetter davantage, la BAD estimant ce chiffre à 154 milliards USD pour la seule année 2021 afin de faire face à la crise.

«Si nous ne prenons pas de mesures décisives pour relever les défis de la dette et des liquidités, nous risquons une nouvelle «décennie perdue» pour de nombreux pays en développement, ce qui met définitivement hors de portée la réalisation des ODD à l'échéance de 2030», selon le secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Si les pays du G20 et d'autres institutions multilatérales ont accordé un allègement temporaire de la dette à de nombreux pays africains, les pays de la région doivent encore trouver des moyens de gérer leur économie, de soutenir la croissance, de s'occuper de leur population et, à terme, d'assurer le service de la dette.

Oxfam International, l'organisation de défense des droits sociaux, estime que les nations du G20 devraient annuler les paiements de la dette des 76 pays les plus pauvres, ce qui permettrait d'économiser immédiatement 40 milliards de dollars et d'aider près de 500 millions de personnes parmi les plus pauvres du monde à survivre à cette crise.

LA VOIE À SUIVRE

Le temps des demi-mesures est révolu. Heureusement, il existe des éléments constitutifs pour faire avancer le continent malgré les vents contraires.

Les 54 nations du continent ont lancé la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en 2018, qui a créé un bloc commercial intra-africain.

Selon la Banque mondiale, le syndicat pan-continentale pourrait générer 450 milliards USD de revenus supplémentaires, augmenter les exportations de 560 milliards USD, sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté et augmenter les revenus de 68 millions de personnes.

Il est temps de renforcer ce réseau.

La ZLECAf peut changer la donne, déclare Rita Babihuga-Nsanze, économiste en chef de l'Africa Finance Corporation, ajoutant que cette zone pourrait aider l'Afrique à rompre le cycle de la dette.

La Brookings Institution recommande aux pays de freiner la fuite des capitaux afin de créer un espace budgétaire et de s'assurer que les programmes gouvernementaux atteignent leurs objectifs, et de déployer les revenus des ressources intérieures pour financer les infrastructures d'énergie verte et de numérisation.

«La mobilisation des ressources ne devrait pas se limiter aux recettes fiscales, notamment parce que les augmentations d'impôts seraient procycliques», selon l'institut basé à Washington. «La mobilisation des ressources devrait également porter sur une meilleure allocation de l'épargne vers les investissements productifs.»

Deuxièmement, les déploiements de vaccins seront cruciaux pour accélérer la croissance future.

Selon les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), le continent a besoin de 1,5 milliard de vaccins pour inoculer 60% de la population. L'approvisionnement et le déploiement efficace des vaccins sont essentiels pour que les États africains puissent stabiliser leur économie et revenir à la normale.

Certes, l'austérité jouera un rôle essentiel, mais les gouvernements africains devront également repenser le développement des infrastructures et mettre en œuvre des projets conformes à la création d'emplois et aux politiques économiques durables.

RÉINITIALISATION DE LA GOUVERNANCE

Le moment est également venu de procéder à la grande remise à zéro en Afrique. Une bonne gouvernance et des mesures politiques judicieuses ancrées dans les données et les besoins d'un pays sont essentielles pour les perspectives des nations africaines.

Enfin, les États africains doivent procéder à la numérisation de leurs économies. Bien qu'il existe un certain nombre de réussites en matière d'innovation numérique sur le continent, l'internet doit être disponible dans toute la région pour débloquent la croissance.

Seuls 28% de la population de la région ont accès à l'internet, tandis que les téléchargements mobiles sont, en moyenne, plus de trois fois plus lents que ceux de ses homologues mondiaux, selon le Fonds monétaire international.

En étendant l'accès à l'internet à 10% de la population, on pourrait augmenter la croissance du PIB réel par habitant de 1 à 4 points de pourcentage, multiplier les ventes des entreprises par 2,6 et permettre aux entreprises numériques de créer huit fois plus d'emplois à temps plein plus qualifiés.

«Ne jamais gaspiller une bonne crise» - la malédiction de la COVID-19 pourrait être un véritable tournant pour le continent.